

La guerre des « Shiners »

La population canadienne du Bas-Canada traverse une période de récession agricole. Après 1819, il n'y a plus de terres disponibles sur les bords du Saint-Laurent et le surplus démographique, causé par un taux de natalité élevé, amplifie le problème. Il n'y a d'autre solution que de tenter de gagner sa vie ailleurs. Les Irlandais et les Canadiens du Bas-Canada sont désespérés et cherchent des emplois dans les compagnies forestières. Il s'ensuit une période de tension et de conflits qui va durer 13 ans.

Dans l'Outaouais, l'embauche pour le travail du bois se fait principalement à Bytown. Cette main-d'œuvre est d'abord canadienne. Cependant, une société constituée d'Irlandais à la recherche d'un emploi se forme. Elle a comme objectif de mettre fin au monopole de la coupe et du transport du bois détenu par les Canadiens et de lui substituer un monopole irlandais. Ces contestataires sont appelés les « Shiners », tandis que les Irlandais, de leur côté, donnent aux Canadiens le surnom de « Konocks ».

Portraits

Peter Aylen

Arrivé d'Irlande en 1815, Peter Aylen se lance dans le commerce du bois et devient riche et influent. Mais il veut encore plus : contrôler l'économie et la politique de Bytown. Il se sert de ses compatriotes sans travail pour terroriser les Canadiens et ceux qui sont en autorité afin qu'ils quittent le village. Bien que son rôle de tête dirigeante soit connu, il ne sera jamais inquiété par la justice. Il vit luxueusement à Aylmer où il est apparemment respecté. Il meurt en 1868.

Jos Montferrand

Durant le règne des Shiners, un Canadien légendaire joue un rôle dominant à Bytown. Il naît en 1802 et, vers 1825, il est chef de chantier dans l'Outaouais. Bel homme, d'une stature imposante et d'une force herculéenne, il s'appelle Joseph Montferrand. Bien que de tempérament pacifique, il ne s'en laisse imposer par personne. Il sait amuser la galerie par des démonstrations de force et de souplesse, mais se sert aussi de ses atouts physiques pour défendre ses compatriotes contre les attaques des Shiners. On dit qu'en 1829 il combat seul 150 d'entre eux. Ses exploits sont racontés dans les tavernes que fréquentent les travailleurs de la forêt. Il devient vite une légende. À compter de 1840, Montferrand quitte les chantiers et guide les trains chargés de bois de Bytown à Québec. Il meurt en 1864.



Il s'enleva d'un vigoureux coup de jarret, et marqua les clous de sa botte sur le plafond.

—Voici, madame, ma carte de visite :

L'opposition entre Irlandais et Canadiens ne se réduit pas à un simple combat des chefs entre Peter Aylen et Jos Montferrand, ou à une opposition entre groupes ethniques. Elle a des racines économiques et sociales plus profondes. Les catholiques irlandais, après une décennie de famine dans leur pays natal, décimés par les épidémies, sont désespérés et veulent réussir à tout prix.

Finalement, d'un commun accord, les compagnies forestières du Haut-Canada s'interdisent d'engager des « Shiners » sur leur territoire de coupe. Les bûcherons canadiens réussissent ainsi à maintenir leur présence dans les chantiers de l'Outaouais. À une époque où la religion est une valeur fondamentale, autant sociale que personnelle, supérieure à l'idéologie politique et à l'ethnie, c'est l'Église qui met fin à cette guerre civile entre les catholiques irlandais et les Canadiens.

Il existe un lien positif entre la coupe du bois et le développement de l'agriculture. Certains bûcherons, ayant visité des régions de coupe, reviennent s'installer sur des terres. S'établissant parfois autour de villages forestiers, ils constituent des noyaux de peuplement. Les travailleurs de la forêt sont en même temps des agriculteurs. Ce régime agroforestier est une caractéristique des débuts du peuplement canadien dans ce qui deviendra l'Ontario.

Le peuplement canadien

La colonisation et le peuplement

Le XIX^e siècle est une période de grandes migrations à l'échelle mondiale. Grâce à la médecine et au prolongement de la longévité, la population européenne croît rapidement et affiche un surplus démographique qui explique les nombreuses migrations vers l'Australie et l'Amérique du Sud, et vers l'Amérique du Nord. Des millions d'Européennes et d'Européens traversent l'Atlantique en quête de travail et de terres. En Amérique du Nord, tous les gouvernements cherchent à attirer ces immigrantes et ces immigrants dans l'espoir qu'elles et ils s'établissent sur des terres.

À l'échelle du continent, des courants migratoires vont d'est en ouest. Une des manifestations de ces courants est celle des Canadiens du Bas-Canada qui, à partir des années 1830, immigreront soit vers la Nouvelle-Angleterre et ses villes industrielles, soit vers le Mid-Ouest américain. Cette hémorragie démographique inquiète les gouvernements, le clergé, les journalistes, bref, l'ensemble des chefs de file. Par exemple, M^{sr} Joseph-Bruno Guigues, premier évêque de Bytown (Ottawa), fonde, en 1848, une société de colonisation destinée au peuplement dans les comtés de Prescott et de Russell. En ce qui concerne les Canadiens, les autorités craignent que l'immigration entraîne la perte de la foi et de la langue. Elles tentent donc de retenir les nouveaux immigrants et immigrantes en leur proposant des terres. Ainsi, plusieurs régions du Québec seront occupées : l'Estrie, les Laurentides, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Gaspésie et l'ouest du Québec. D'importants moyens financiers de propagande sont mis à contribution. En outre, le mouvement fait tache d'huile et déborde dans le Haut-Canada,

notamment dans les comtés de l'Est, c'est-à-dire Prescott et Russell. Le surpeuplement des vieilles paroisses de la région de Montréal et des comtés limitrophes du Haut-Canada incite les Canadiennes et les Canadiens à faire le saut.

Concernant le Haut-Canada, la population canadienne s'élève à 13 969 personnes en 1842. Mais les îlots de peuplement sont submergés par une population britannique qui a augmenté rapidement au milieu du XIX^e siècle, car le gouvernement britannique encourage alors l'émigration vers les colonies nord-américaines. De 1815 à 1840, un demi-million de Britanniques s'y installent. À partir de 1840, l'immigration irlandaise s'amplifie à cause de la grande famine qui frappe l'Irlande à ce moment-là. Cette politique d'immigration britannique est un succès et, pour la première fois en 1851, la population du Canada-Ouest, qui s'élève à 949 902 personnes, dépasse celle du Canada-Est, qui est de 890 261 personnes. À la même époque, la population canadienne du Canada-Ouest compte 26 417 personnes.

La vallée de l'Outaouais

Les répercussions de l'industrie forestière et la volonté de colonisation des élites canadiennes se conjuguent pour lancer les premières colonisations en Ontario. La région d'abord touchée sera la vallée de l'Outaouais. Ici, les établissements britanniques sont anciens, mais les colons canadiens vont s'établir en nombre croissant dans les comtés limitrophes du Canada-Est. Ainsi, les comtés de Prescott et de Russell deviennent des zones privilégiées de colonisation. Cette dernière se fait à la fois dans les régions rurales et dans les villes et les villages qui se développent.

Parmi les villes qui croissent, on trouve Hawkesbury, Rockland, Bytown, Arnprior, Renfrew, Pembroke et Mattawa. Bytown, qui est un centre important en ce qui concerne l'industrie forestière, se transforme en un centre religieux, politique et économique. Les frères Hamilton d'Hawkesbury, fournisseurs de madriers, occupent une place prépondérante dans l'économie de Prescott et les compagnies forestières de la vallée de l'Outaouais. À une vingtaine de kilomètres de là, le canton d'Alfred possède sa propre scierie, florissante en 1861. En 1871, le comté de Prescott compte 16 scieries. La demande en bois scié prolonge la vie de l'industrie forestière dans la vallée.

De nombreuses familles canadiennes s'établissent dans les cantons. Avant 1820, les comtés de Prescott, de Russell et de Carleton sont exclusivement anglais, à l'exception des quelques personnes venues à l'époque du seigneur Le Moyne de Longueuil.

Au milieu du XIX^e siècle, la plupart des terres arables de ces comtés sont concédées, mais elles ne sont pas toutes exploitées. Les propriétaires anglais et écossais dédaignent ces terres basses, apparemment peu fertiles. Au milieu du siècle, les résultats du mouvement de colonisation sont visibles et des patronymes français apparaissent sur la carte de l'est de l'Ontario. La population canadienne de ces comtés s'accroît et déborde dans les comtés de Glengarry et de Stormont après 1867. De

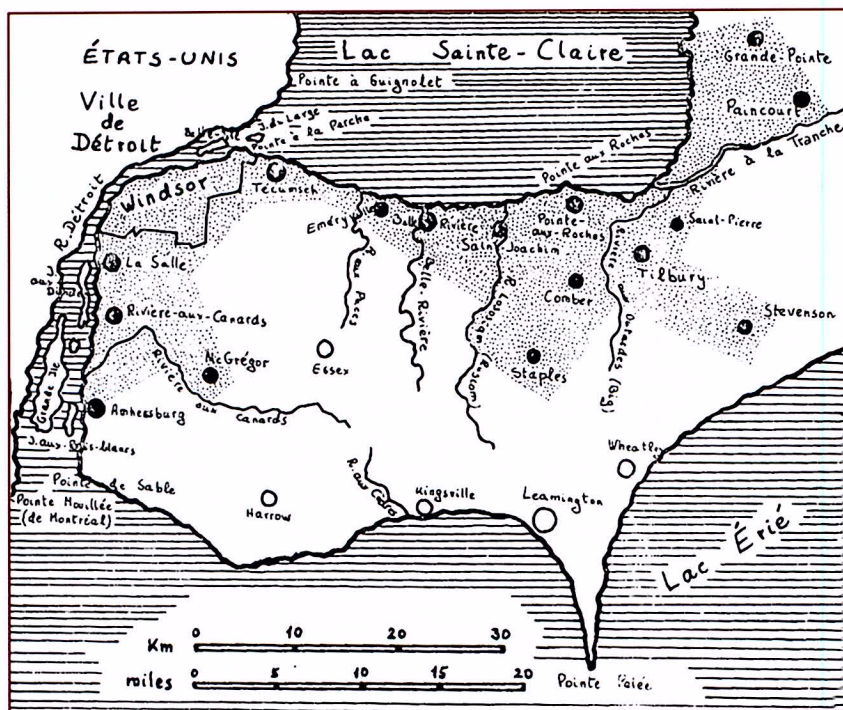
1825 à 1860, la colonisation canadienne progresse et remonte la vallée de l'Outaouais. Elle renforce à l'occasion la population initiale composée d'anciens voyageurs.

Le sud et le sud-ouest du Haut-Canada

Les deux premiers noyaux de peuplement canadiens se trouvent dans le sud de l'Ontario, à l'Assomption (1749) et à Penetanguishene (1828). Ces deux foyers reçoivent, au XIX^e siècle, des colons venus du Bas-Canada. Au début des années 1830, l'industrie forestière se développe aussi dans le sud et le sud-ouest du Haut-Canada. Des scieries ouvrent dans les comtés de Kent et d'Essex, et les emplois offerts dans les villages de la région attirent des travailleurs du Bas-Canada aux prises avec une crise économique.

Le premier noyau de peuplement voit des familles s'installer au sud du lac Sainte-Claire et le long de la Petite-Côte. En 1854, avec l'arrivée du chemin de fer apparaît la ville de Windsor qui englobera le canton de Sandwich dans lequel se trouve l'Assomption.

La population canadienne-française des comtés d'Essex et de Kent au XIX^e siècle



De nouveaux villages se forment, dont Tecumseh, Belle-Rivière, Pointe-aux-Roches, Tilbury, Saint-Pierre et Chatham.

En 1837, on évalue la population du comté d'Essex à 8 554 personnes et celle du comté de Kent à 10 741. Les Canadiennes et les Canadiens sont au nombre de 4 500. En 1853, Paincourt se détache de la paroisse Saint-Pierre. En 1859, c'est au tour du village de Tecumseh de devenir une paroisse. En 1860, plus de 14 000 Canadiennes et Canadiens vivent dans les comtés d'Essex et de Kent.

Le climat est hautement propice à l'agriculture. Les terres sont fertiles, mais les sols humides et mal drainés sont un obstacle à leur exploitation. Des travaux de drainage lents et difficiles rendent ces terres exploitables.

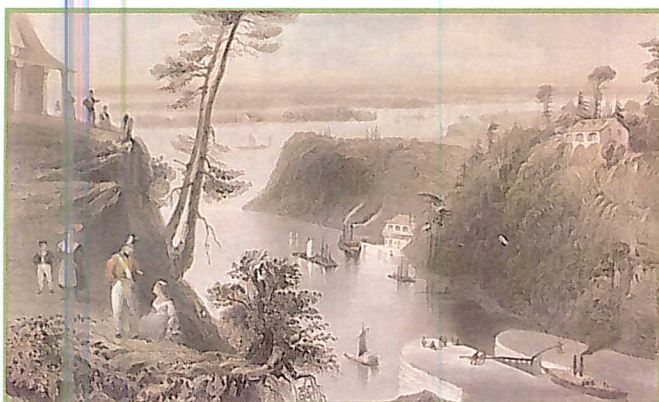
Le deuxième noyau de peuplement en Ontario se trouve à Penetanguishene. La colonisation des voyageurs, en 1828, précède jusqu'à l'arrivée de colons venus du Bas-Canada. Aux familles de voyageurs sédentarisés s'ajoutent, en 1835, celles des colons canadiens du Bas-Canada. Entre 1837 et 1854, beaucoup de familles répondent à l'invitation du curé Charest de Penetanguishene et viennent augmenter les effectifs canadiens de la région.

Villes et villages

Paincourt ou Pain Court

Au temps de l'établissement des premières familles dans cette partie du pays, le prêtre missionnaire, de Sandwich, qui venait visiter ses ouailles deux fois par année, semblait toujours arriver dans un temps de disette; on n'avait jamais de pain pour le recevoir. Pour s'excuser de leur pauvreté, les chefs de famille disaient au missionnaire : nous n'avons pas de pain, le blé a péri, ou nous avons tout mangé; d'autres fois, ils conservaient pieusement un peu de farine pour en faire un petit pain au missionnaire lorsqu'il viendrait et ils lui disaient : « notre pain est court », tout petit, mais nous vous le donnons de bon cœur. L'histoire se répétait souvent et, quand le missionnaire partait pour la mission de la rivière La Tranche, il disait : « Je m'en vais dans la mission du pain court ». Et pour ménager les mots aussi bien que la nourriture, il disait tout simplement je m'en vais à « Pain Court ». Le nom prit bien dans tout le pays car il était expressif, il faisait comprendre la grande disette chez nos pères. Comme la paroisse n'avait pas encore de nom officiel, on s'habitua tranquillement à appeler cette partie-ci du pays : « PAIN COURT »; et ce nom prit racine pour toujours. Ce nom se répandit bientôt dans tout le pays d'alentour et quand on voulait parler d'un pays de misère noire on donnait Pain Court comme exemple.

Trois siècles de vie française au pays de Cadillac, p. 128.



Canal Rideau, Bytown.

Bytown (Ottawa)

Les origines de Bytown remontent à 1826. La construction du canal Rideau entre Kingston et Bytown se termine en 1832. Bytown joue un rôle important dans le développement de la communauté canadienne.

En 1848, près de 7 000 personnes habitent ce qui est devenu un centre du commerce du bois. En 1853, Bytown est uni à Prescott par un chemin de fer se raccordant à la ligne du Grand-Tronc. En 1854, la ville devient une cité et prend, un an plus tard, le nom d'Ottawa.

Lorsqu'Ottawa devient officiellement la capitale du Canada-Uni, en 1857, c'est une ville de 10 000 personnes, mais les rues ressemblent toujours à des sentiers et les logements y sont rares. La construction des édifices parlementaires commence en 1859 et dure sept ans. Pendant plus d'un siècle, les constructions vont se succéder dans Ottawa, ce qui donnera, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'image d'une ville toujours en chantier.

Vers 1865, la population de la capitale s'élève à 18 000 personnes. Sur la colline, les édifices parlementaires sont presque achevés. On commence à construire la bibliothèque, achevée en 1876. Ottawa possède trois fonderies, trois manufactures de voitures, une tannerie, une brasserie, un hôpital, un évêché catholique et un collège bilingue. La ville est dirigée par un maire et 10 échevins. Parmi eux, un Canadien, François-Xavier Guertin. Deux constables de la ville, Joseph Lévesque et Magloire Bérichon, sont aussi des Canadiens. Les personnes de langue française se rassemblent autour de leur paroisse. Une élite commence à se former et à fonder ses propres institutions.

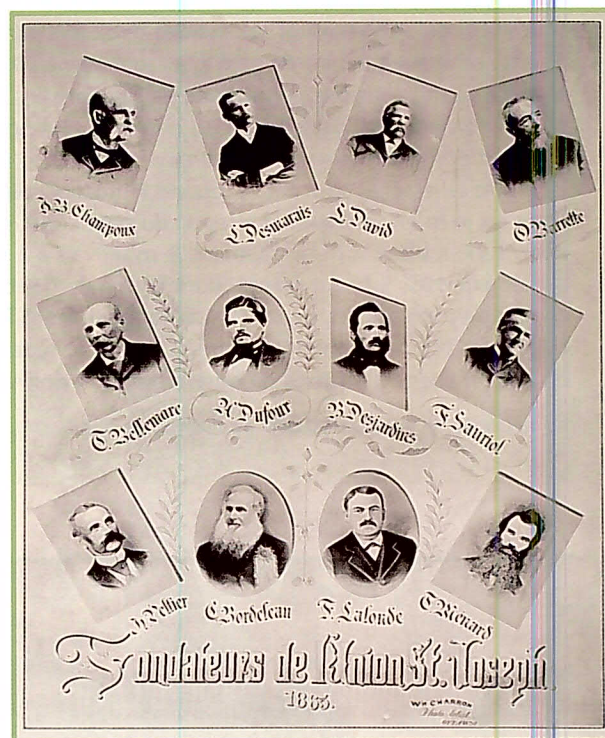
Bytown (Ottawa) joue un rôle clé dans le développement de la communauté canadienne en Ontario, en devenant un foyer religieux, éducatif et culturel.

Sur le plan religieux, les Oblats de Marie-Immaculée s'installent dans la ville en 1844. L'année suivante arrivent les Sœurs Grises de la Croix. En 1847, le diocèse de Bytown est érigé. Le premier évêque, Joseph-Bruno Guigues, fonde, en 1848, le Collège de Bytown. Arrivent ensuite plusieurs communautés religieuses, à commencer par celle des Frères des Écoles chrétiennes en 1864.

En plus d'être un centre religieux, la ville devient un centre d'éducation. Les religieuses ouvrent une école pour filles en 1845, tandis que, trois ans plus tard, l'évêque fonde le Collège de Bytown à l'intention des garçons. En 1866, à la suite de l'obtention d'une charte universitaire, le Collège de Bytown se transforme en Université d'Ottawa.

Sur le plan culturel, les premiers journaux de l'Ontario français voient le jour à Ottawa, en commençant par *Le Progrès*. Lorsque le *Mechanic's Institute*, organisme jusque-là bilingue, fondé pour promouvoir l'éducation et le développement professionnel des adultes, refuse l'entrée aux Canadiens en 1851, l'élite professionnelle canadienne réagit rapidement. J. B. Turgeon, Cléophas Tessier et d'autres citoyens fondent l'Institut canadien-français. Au moment de leur fondation, l'Institut canadien-français et la Société Saint-Jean-Baptiste ne forment qu'un seul et même organisme. En 1856, l'Institut canadien-français devient une institution indépendante.

L'Institut canadien-français ne limite pas son action au culturel. Il encourage la création d'un organisme qui va devenir la plus grande entreprise et la seule institution économique d'envergure des Canadiens de l'Ontario avant le début du xx^e siècle : l'Union Saint-Joseph, dont les succursales se trouvent dans plusieurs paroisses de langue française de l'Ontario. Cette société d'aide mutuelle vient au secours des ouvriers en cas de maladie ou de décès.



Fondateurs de l'Union Saint-Joseph.

Quant à elle, la Société Saint-Jean-Baptiste est de tous les combats pour défendre la langue française, ce qui l'entraîne souvent dans des conflits, notamment avec l'Ordre d'Orange.

L'Ordre d'Orange

Cette société, protestante et d'origine irlandaise (1798), arrive à Brockville en 1830. Très influente en Ontario jusqu'au xx^e siècle, elle se fait le promoteur d'une politique anticatholique. Les orangistes sont principalement opposés à la population canadienne pour des raisons religieuses plutôt que pour des raisons ethniques. L'Ordre joue également une fonction sociale dans les petites villes de l'Ontario en facilitant l'intégration du nouvel immigrant protestant et de sa famille. Des traces de l'activité orangiste sont encore visibles dans certaines localités de l'Ontario d'aujourd'hui.

La Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB)

Cette société fut fondée par Ludger Duvernay à Montréal, le 24 juin 1834. En 1852, une section voit le jour à Ottawa en même temps que l'Institut canadien-français. Sa devise : « Nos institutions, notre langue et nos droits. » Sa mission est de regrouper les Canadiennes et les Canadiens de langue française de l'Ontario pour travailler à leur développement culturel et pour organiser, et stimuler, l'activité nationale, patriotique, religieuse, philanthropique, artistique, éducative, professionnelle et sportive de ses membres. Sa mission consiste également à conclure des accords avec des groupes existants. Cela se traduit par l'ouverture de bibliothèques, l'organisation d'écoles du soir destinées aux adultes et l'appui à des journaux et à d'autres publications. De plus, elle organise des activités religieuses et éducatives, dont le but est de stimuler le sens patriotique de la population. La SSJB joue un rôle actif dans les paroisses de langue française d'Ottawa et s'étend aux comtés de l'Est ontarien et de toute la province durant la deuxième partie du xix^e siècle. En 1883, la section d'Essex organise, à Windsor, un grand congrès qui connaît un succès remarquable.

Les missions, les paroisses et les organisations religieuses

Le rôle de l'Église

Au Canada, entre 1840 et 1860, l'Église catholique connaît une importante période d'expansion. Aux yeux des Canadiennes et des Canadiens, elle représente à la fois une institution religieuse et une institution sociale. Puisque les populations canadiennes-françaises sont marginalisées, l'Église joue un rôle de substitution et d'encadrement dans certaines régions. L'Église est ainsi amenée à intervenir dans des secteurs non religieux tels que la colonisation, l'éducation et les services sociaux (hôpitaux, hospices, etc.).

De manière concrète, l'Église est organisée en diocèses dont relèvent les paroisses. C'est donc dire l'importance des évêques qui, à la tête des diocèses, ont pleine autorité sur le clergé et les institutions. Dans l'organisation de l'Église, on trouve au départ les missions. Celles-ci deviennent ensuite des paroisses lorsque la population est assez nombreuse dans une région donnée. Enfin, lorsque les paroisses sont en nombre suffisant, on les organise en diocèse qui, lui, fait partie d'une province ecclésiastique.

Les communautés religieuses

À partir de 1840, plusieurs communautés religieuses d'hommes et de femmes arrivent au Canada, dont certaines étendent leurs activités au Haut-Canada. Elles jouent au départ un rôle important dans les missions et, par la suite, dans les paroisses et dans le domaine de l'éducation. L'évêché d'Ottawa, en particulier, a longtemps eu comme politique d'attirer des communautés religieuses dans la capitale du Canada.

Les Jésuites

Les Jésuites reviennent au Canada en 1842. À la demande de l'évêque de Toronto, ils acceptent d'œuvrer aussi dans son diocèse. L'année suivante, le père Pierre Point est nommé curé à l'Assomption, poste qu'il occupe jusqu'en 1859. En 1857, le père Point ouvre le tout nouveau Collège de l'Assomption comptant 21 pensionnaires et 60 externes. Cette institution deviendra plus tard l'Université de Windsor. En 1845, les Jésuites établissent une mission amérindienne à l'île Manitouline, qui sera pendant 40 ans leur principale œuvre en Ontario. Ils sont actifs dans les régions des lacs Huron et Supérieur, à Fort William et à Sault-Sainte-Marie. En 1875, la mission de Sault-Sainte-Marie devient une paroisse.

Les Oblats de Marie-Immaculée

Les Oblats arrivent au Canada en 1841 et s'établissent à Bytown en 1844. En 1848, M^{sr} Joseph-Bruno Guigues, l'un des leurs, devient le premier évêque du diocèse de Bytown.

Ils acceptent la direction de la cathédrale et de l'église Saint-Joseph à Ottawa, ainsi que la responsabilité des missions du nord, de la mission des chantiers et de certaines missions dans l'Est ontarien.

Dans le domaine de l'éducation, les Oblats assument la responsabilité du Collège de Bytown fondé en 1848. Cette institution bilingue, qui s'adresse à une population scolaire masculine, offre trois programmes différents : le cours préparatoire, le cours classique et le cours de théologie qui mène à la prêtrise. En 1856, les Oblats prennent officiellement la direction du Collège de Bytown. Le Collège compte 130 élèves et une douzaine d'enseignants. La construction d'un édifice plus grand et plus confortable commence en 1856 sur la Côte-de-Sable. Les programmes sont modifiés et laissent une plus grande place aux sciences et aux mathématiques. Les études commerciales sont intégrées au cours ordinaire.

Les Sœurs Grises de la Croix

Les Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (Sœurs Grises) arrivent à Bytown en 1845. À leur vocation de soigner les pauvres et les malades s'ajoute, à la demande pressante de l'évêque, une vocation d'enseignement.

Après avoir voyagé en traîneau sur la rivière gelée, elles affrontent la réputation effroyable de Bytown. Sœur Élisabeth Bruyère, la supérieure, est accompagnée d'une pharmacienne, sœur Thibodeau, de sœur Saint-Joseph, de sœur Rodriguez et de deux novices. Les six femmes reçoivent un accueil chaleureux de la part de la population.

[Retour aux sources](#)

Bytown, le vendredi 21 février 1845

[...] Tout le monde paraît content de nous avoir. Le docteur protestant qui a promis de donner ses services gratuits pendant un an est venu nous voir. Il est très aimable; il nous a de nouveau offert ses services et nous a priées de ne pas nous gêner.

[...] Ce matin, les Irlandais sont venus se prosterner aux pieds des pères Dandurand et Telmon pour les remercier de leur avoir donné des sœurs; ils sont contents de sœur Rodriguez parce qu'elle les reçoit bien, qu'elle leur donne la main. Je tiens cela du père Dandurand. Nous sommes invitées à aller voir un arpenteur qui s'est gelé les extrémités des mains et des pieds. Sa femme est venue nous voir et nous a dit que son mari pleurait de joie de notre arrivée ici, et ne désirait rien tant que de nous voir.

[...] Nous avons reçu plusieurs visites aujourd'hui, des messieurs et des dames qui n'osaient pas venir hier, ou plutôt qui voulaient faire des visites en cérémonie. J'en suis d'autant plus contente que nous avons commencé par admettre les pauvres les premiers, car je crois que tous les pauvres sont venus nous donner la main.

Jeanne d'Arc Lortie, s.c.o., *Lettres d'Élisabeth Bruyère*, p. 83-84.

Elles se mettent aussitôt au travail et, deux semaines plus tard, elles ouvrent la première école de langue française à Bytown. À la fin de 1845, 238 élèves fréquentent l'école, dont 47 sont scolarisés gratuitement. Dans l'espace de quelques mois, les religieuses fondent aussi, avec un minimum de ressources, un hôpital et un orphelinat. Deux ans plus tard, elles sont 21 religieuses à bénéficier d'une maigre allocation du gouvernement. L'année 1847 est catastrophique : une épidémie de typhus, amenée par les immigrantes et les immigrants irlandais de la grande famine, se répand dans Bytown. Les Sœurs Grises s'occupent des mourants et des orphelins. Sur 600 malades soignés, elles en sauvent 475. Quinze des religieuses sont atteintes, mais aucune ne succombe à l'infection.

Dans les années qui suivent, celles qui sont devenues les Sœurs de la Charité d'Ottawa répondent à l'appel de diverses paroisses des environs, de l'Est, du Nord et des États-Unis.

Portrait

Élisabeth Bruyère

La première supérieure des Sœurs de la Charité d'Ottawa naît à l'Assomption, au Québec, en 1818. À 4 ans, elle perd son père. Institutrice à 16 ans, elle enseigne cinq ans avant d'entrer au couvent. Élisabeth Bruyère a 27 ans lorsqu'elle est chargée de la mission de Bytown. Elle s'y dévoue sans relâche et dirige la communauté jusqu'à sa mort en 1876. Durant ses 30 ans d'administration, elle ouvre 25 maisons en Ontario, au Témiscamingue et ailleurs.



Autres communautés

Les Frères des Écoles chrétiennes arrivent à Ottawa en 1864. Ils enseignent aux enfants de langue française et de langue anglaise à l'école Notre-Dame qui deviendra l'école Guigues. Ils œuvrent le jour auprès des jeunes et, le soir, ils donnent des cours aux adultes. Ils s'occupent aussi de l'instruction des orphelins.

D'autres communautés enseignantes arrivent sur le territoire ontarien. Les Frères de Saint-Gabriel s'installent à Toronto en 1857. Les Basiliens, arrivés en 1852, prennent la direction du St. Michael's College à Toronto, et la direction du Collège de l'Assomption à Windsor en 1870. Les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie s'établissent à l'Assomption en 1864.

Les paroisses

Comme la population canadienne est très majoritairement catholique, la population des paroisses reflète les progrès de la colonisation et du peuplement. La création d'une paroisse indique la présence d'un nombre suffisant de familles pour justifier la présence d'un curé. Lorsque le nombre de prêtres séculiers est faible, les communautés religieuses jouent un rôle important. Avec le temps, l'évêque les remplace par des prêtres du diocèse.

Monseigneur Joseph-Bruno Guigues a pour politique d'établir, dans son diocèse, des paroisses homogènes sur le plan linguistique en vue d'éviter des querelles ethniques. Pour cette raison, les paroisses de l'Est ontarien

sont généralement de langue française ou de langue anglaise. Ailleurs, d'autres évêques auront des politiques contraires et s'objecteront à la création de paroisses « nationales », différentes du système courant des paroisses.

La fondation de certaines paroisses entre 1767 et 1867

« Indiquer les fondations de missions, les érections de paroisses, c'est, en même temps, suivre le mouvement de colonisation et de peuplement. »

Gaétan Gervais, historien

Villes/Villages	Paroisses	Date de fondation
Windsor	L'Assomption	1767
Basse-Ville (Ottawa)	Notre-Dame-d'Ottawa	1827
L'Original	Saint-Jean-Baptiste	1836
Penetanguishene	Sainte-Anne	1836
Curran	Saint-Luc	1839
Belle-Rivière	Saint-Simon et Saint-Jude	1842
Amherstburg	Saint-Jean-Baptiste	1844
Paincourt	Immaculée-Conception	1853
Jeannette	Saint-Pierre de-la-Tranche	1854
French Settlement	Saint-Pierre	1854
Saint-Eugène-de- Prescott	Saint-Eugène	1855
Clarence Creek	Sainte-Félicité	1855
Tilbury	Saint-Francois-Xavier	1856
Côte-de-Sable (Ottawa)	Saint-Joseph	1856
Embrun	Saint-Jacques	1858
Tecumseh	Sainte-Anne	1859
Orléans	Saint-Joseph	1860
Lafontaine	Exaltation de la Sainte-Croix	1861
Rivière-aux-Canards	Saint-Joseph	1864
Windsor	Saint-Alphonse	1865
Pointe-aux-Roches	L'Annonciation	1867
Fournier	Saint-Bernard	1867

Le diocèse d'Ottawa et les autres évêchés

Jusqu'en 1826, le territoire du Haut-Canada relève du diocèse de Québec (fondé en 1674). Le diocèse de Kingston, le premier en Ontario, est créé en 1826. Il est responsable de toute la province et est divisé à son tour en 1841 pour former le diocèse de Toronto. En 1847, le diocèse de Bytown est érigé en prenant des territoires au diocèse de Kingston et au diocèse de Montréal. Ce diocèse chevauche donc la frontière des limites provinciales, situation que les évêques de langue anglaise voudront redresser en faisant d'Ottawa un diocèse exclusivement ontarien.

En 1856, les diocèses de Hamilton et de London se détachent de celui de Toronto. Il y a donc, à la veille de la Confédération, cinq diocèses en Ontario, dont celui d'Ottawa qui deviendra l'un des fiefs de la défense du catholicisme et de la langue française en Ontario. Au milieu du XIX^e siècle, plusieurs évêques du Canada-Ouest sont de langue française, dont deux Canadiens, Rémi Gaulin (1840-1849) et Pierre-Adolphe Pinsonneault (1856-1866), et deux Français, Joseph-Bruno Guigues (1848-1874) et Armand-François-Marie de Charbonnel (1850-1860).

Portrait

M^{gr} Joseph-Bruno Guigues

Né à La Garde, en France, en 1805, il est ordonné prêtre le 13 mai 1828. Il enseigne la philosophie durant deux ans et occupe les fonctions d'économiste au séminaire de Marseille. Il œuvre ensuite comme curé dans les diocèses de Valence et de Grenoble. Nommé supérieur au Canada en 1844, il organise, à partir de Montréal, l'envoi de missionnaires dans les régions éloignées du Saguenay, de la Rivière-Rouge, de l'Orégon et, bien sûr, de l'Outaouais. Il assume sa charge épiscopale en 1848.

Même s'il s'occupe activement des missions, il fonde aussi, le 3 septembre 1849, une société de colonisation dont il laisse la direction à des laïcs. Il attache une grande importance à l'éducation des jeunes. De concert avec M^{gr} de Charbonnel, évêque de Toronto, et le député R. William Scott, il cherche à améliorer la loi des écoles séparées. Pasteur simple, accessible et attentif, il visite régulièrement les missions et les paroisses de son diocèse. Il manifeste une rare énergie durant de longues années. À sa mort, en 1874, le diocèse compte 53 prêtres séculiers et 37 oblats.

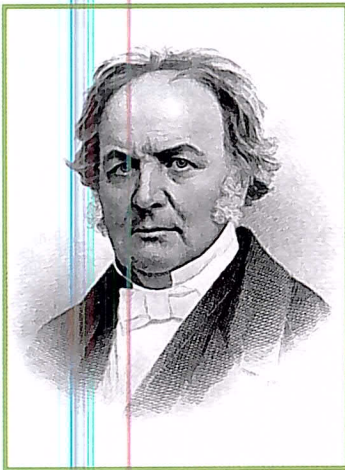


L'éducation

L'éducation devient, au XIX^e siècle, un domaine important dans la société. L'industrialisation exige de plus en plus une main-d'œuvre sachant au moins lire et écrire. Les gouvernements sont donc appelés à intervenir de plus en plus pour assurer la qualité de l'éducation. Ils interviennent soit par l'entremise de la réglementation, soit par celle du financement.

Dans le Haut-Canada, les autorités se soucient très tôt de la question de l'éducation. Le système d'éducation ontarien se divise encore aujourd'hui en trois paliers : primaire (élémentaire), secondaire et postsecondaire. Ce système d'éducation est mis en place dès le XIX^e siècle. Les premières écoles de l'Ontario voient le jour en 1786. L'initiative de ces écoles est laissée à l'entreprise des individus. Chaque école est indépendante, sans financement, et suit des programmes dictés uniquement par les responsables de l'école. Les enseignantes et les enseignants ne reçoivent, à l'époque, aucune formation pédagogique. Les parents, qui paient le salaire de l'enseignante ou de l'enseignant, déterminent le contenu des programmes.

Un premier pas important est franchi en 1807 lorsque le gouvernement adopte une loi sur les *grammar schools* (écoles secondaires) auxquelles il affecte des fonds. Ce financement n'est prévu que pour une école par comté. Plus important encore, une loi établit, en 1816, les *common schools* (écoles communes) qui correspondent aux écoles primaires (élémentaires) d'aujourd'hui. Le futur évêque anglican de Toronto, John Strachan, tente de soumettre le système d'éducation à l'autorité de l'Église anglicane, mais des résistances très fortes de la part des presbytériens, des méthodistes, des baptistes et des catholiques l'empêchent de réaliser cet objectif. L'école n'est ni gratuite ni obligatoire, et seule une minorité de jeunes la fréquente.



Egerton Ryerson.

Les grandes réformes commencent dans les années 1840 et sont associées au nom de Egerton Ryerson, souvent considéré comme « le fondateur du système d'éducation en Ontario ». De 1844 à 1876, il est le surintendant, donc le principal responsable du système d'éducation de l'Ontario. Après avoir étudié le fonctionnement des écoles de plusieurs autres pays, il introduit ici de nombreuses réformes; par exemple, en 1847, il fonde l'école normale de Toronto. Pour obtenir des subventions du gouvernement, les commissions scolaires doivent non seulement embaucher des enseignantes et des enseignants avec brevet, mais aussi se soumettre au programme officiel, n'utiliser que des manuels approuvés et respecter les consignes scolaires. En 1867, le nouveau régime de la Confédération attribue aux provinces la responsabilité du domaine de l'éducation. Ryerson continuera à diriger le système d'éducation jusqu'en 1876, année de la création du ministère de l'Éducation. La *Loi scolaire* de 1871 est une loi importante qui fixe les caractéristiques du système d'éducation en place et permet de rendre l'école gratuite et obligatoire. Cette démocratisation était l'un des grands objectifs des réformes défendues par Ryerson.

La première école de langue française voit le jour à l'Assomption en 1786 et la deuxième ouvre ses portes à Ottawa en 1845 (l'école des Sœurs Grises). Les écoles relèvent des parents, et les commissaires d'écoles ont une grande liberté dans le choix du personnel et dans le contenu de l'enseignement. Dans la mesure où les parents conservent le choix de l'enseignant ou de l'enseignante et des programmes, le gouvernement adopte une politique de tolérance. Ainsi, dans les régions où domine la population de langue française, l'école reflète la volonté des parents. Avant 1867, les écoles, qu'elles soient de langue française ou bilingues, s'organisent, notamment dans le sud-ouest et le sud-est. En ce qui concerne le gouvernement, le problème provient de sa tolérance qui rend plus difficile l'adoption de normes communes. Or, selon Ryerson, la qualité de l'enseignement dépend d'un régime uniforme qui obéit aux mêmes règles (formation pédagogique, manuels scolaires).

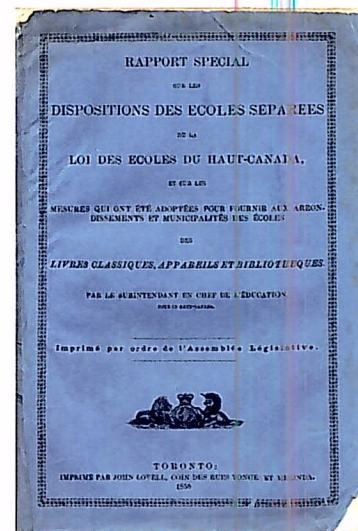
Plus que la question de la langue, c'est la question de la religion qui divise la population à cette époque. Chaque groupe religieux veut une école de sa confession, ce qui est possible dans un contexte de tolérance, où la population locale détermine le contenu de l'enseignement. Dans la mesure où il faut respecter les élèves appartenant à des confessions religieuses différentes, il est nécessaire de trouver des accommodements respectueux des convictions religieuses de chacun.

Avec le régime du Canada-Uni, établi en 1841, la minorité protestante du Canada-Est et la minorité catholique du Canada-Ouest cherchent des garanties. Le gouvernement commun adopte une loi scolaire qui accorde à un groupe dissident de la majorité le droit d'établir sa propre école. Cette école, dite « séparée » à compter de 1843, sert principalement les intérêts catholiques. L'existence de ces écoles, comme des écoles communes, dépend du montant des subventions. L'école séparée doit-elle recevoir la même subvention que les écoles publiques? C'est le sujet de grands débats, dans les années 1850, entre l'évêque de Toronto, M^{sr} de Charbonnel, et le gouvernement.

Plusieurs lois vont progressivement définir les modalités concernant la création d'écoles séparées; par exemple, la *Loi Taché* de 1855 et, surtout, la *Loi Scott* de 1863. Cette dernière loi a pris une importance particulière parce que l'article 93 de la *Constitution canadienne* de 1867 garantit le maintien des droits scolaires existants. Les écoles séparées de l'Ontario ont ainsi la garantie d'exister dans la *Loi Scott* de 1863. Cette loi définit les modalités de fondation des écoles séparées en Ontario et de leur financement. À l'époque, le clergé catholique adhère à l'idée que l'Église et non l'État doit déterminer le contenu de l'enseignement parce que cette question relève des parents en dernier ressort.

Le chemin de la Confédération

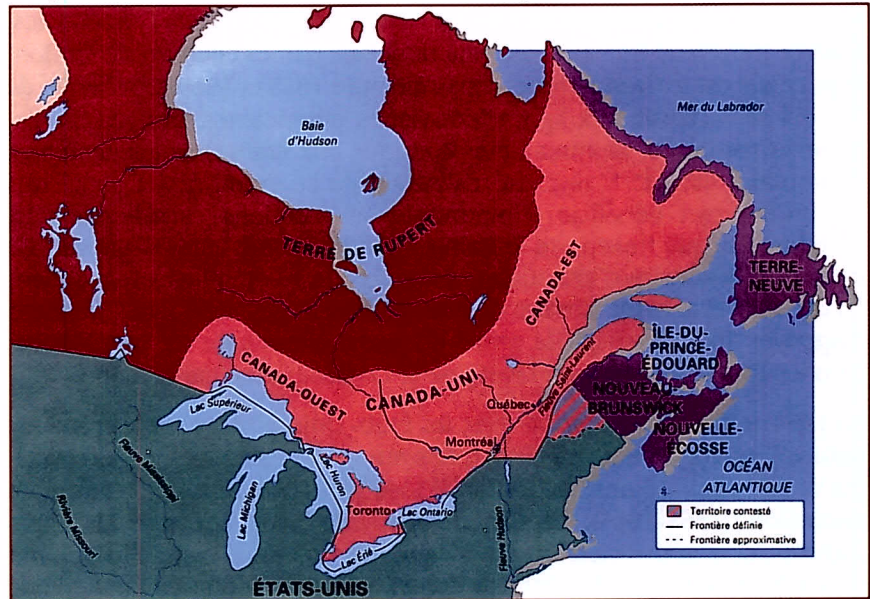
En 1841, l'*Acte d'Union* unit le Bas-Canada et le Haut-Canada sous un seul gouvernement. Ce nouvel arrangement politique maintient le régime politique établi par l'*Acte constitutionnel* de 1791. La volonté des autorités britanniques d'isoler les chefs politiques canadiens et d'interdire l'usage du français est immédiatement supprimée. Dès la première séance de



Rapport qu'a rédigé Egerton Ryerson en 1858.

l'Assemblée législative, les réformistes du Canada-Ouest et du Canada-Est s'allient et reprennent leurs revendications au sujet de la responsabilité ministérielle. En outre, l'usage du français reprend dès le début de la séance.

La province du Canada-Uni en 1841, après l'Acte d'Union



En 1849, la Grande-Bretagne abandonne ses anciennes politiques commerciales et accepte de concéder aux colonies le *self government*, c'est-à-dire la responsabilité des affaires intérieures. Dans cette évolution de la dépendance vers l'autonomie, l'accession à la responsabilité ministérielle constitue un événement majeur.

Les causes politiques

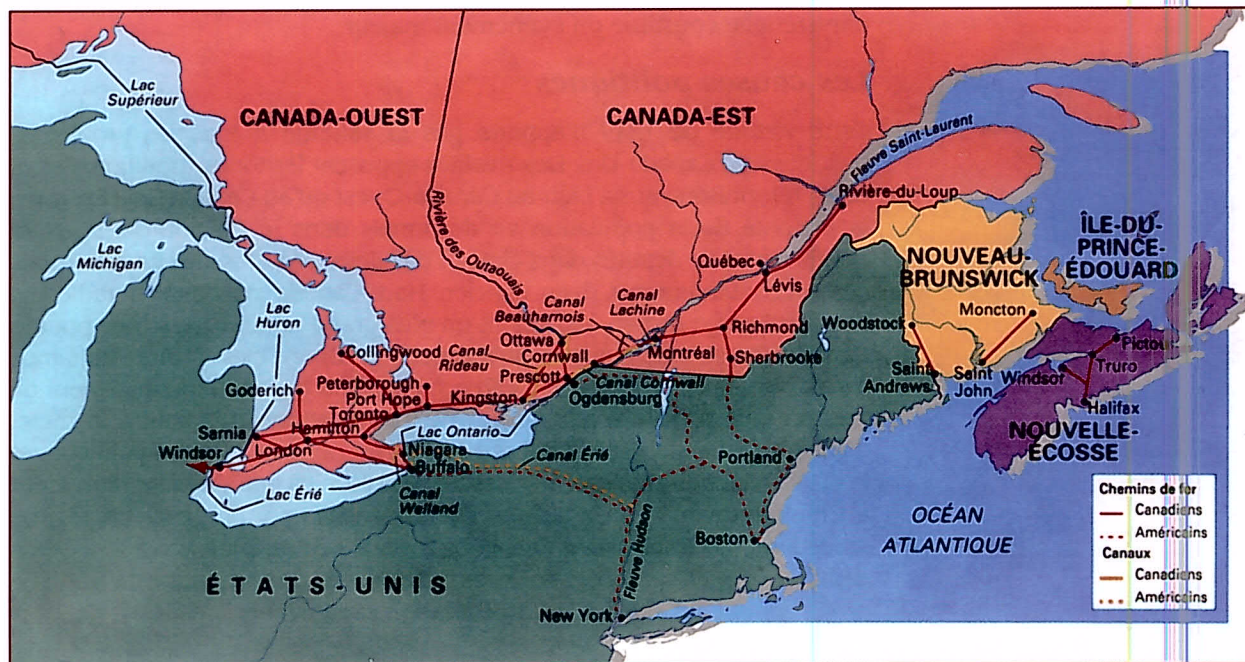
Cette victoire de 1849 n'apporte pas la solution à tous les problèmes politiques du Canada-Uni. Des rivalités opposent les tories (traditionalistes) et les réformistes, aussi bien au Canada-Ouest qu'au Canada-Est. En 1851, la majorité de la population vit désormais dans le Canada-Ouest, et le nombre égal de députés dans chacun des deux Canadas suscite désormais des mécontentements dans l'ancien Haut-Canada où certains radicaux, comme George Brown, réclament un plus grand nombre de sièges pour le Canada-Ouest. Il dénonce ce qu'il appelle le *poper*, c'est-à-dire l'influence excessive des catholiques, et la *French Domination*. Bref, l'union devient de plus en plus difficile à administrer et les gouvernements sont à la merci d'alliances changeantes. Il est question d'un nouveau régime politique, et l'occasion se présente en 1864 lorsque les colonies maritimes se réunissent à Charlottetown. Les Canadiens s'y rendent pour y proposer un régime confédéral. La Conférence de Québec, qui a lieu au mois d'octobre 1864, définit le projet d'union des colonies britanniques de l'Amérique du Nord. Ce projet aboutit, en 1867, à la Confédération canadienne.

Les causes économiques

Des causes économiques jouent également en faveur du projet de la Confédération. Dans les années 1840, les tarifs préférentiels de la Grande-Bretagne sur les produits coloniaux disparaissent. Les marchands ont craint la ruine. Durant cette période, les canaux canadiens sont restaurés et agrandis pour accommoder les bateaux en route vers les Grands Lacs. Mais ce moyen de transport est déjà remplacé par les chemins de fer dont le principal est le Grand-Tronc, construit entre 1853 et 1859. Ce chemin de fer, qui se raccorde aux lignes ferroviaires américaines, part de Sarnia, traverse Toronto et Montréal, puis continue aux États-Unis jusqu'au port de Portland dans le Maine. La réalisation de ce grand projet coûte très cher. Ce projet bénéficie d'importantes subventions canadiennes. La marchandise que transporte le train ne justifie pas de telles dépenses, de sorte que beaucoup d'investisseurs risquent la ruine. Plusieurs estiment qu'un gouvernement central canadien aurait de meilleures chances d'appuyer financièrement le projet du grand chemin de fer vers l'ouest, d'où les fortes pressions en faveur de la Confédération canadienne.

En 1854, le *Traité de réciprocité* avec les États-Unis, portant sur les produits naturels, ouvre de nouveaux marchés aux produits canadiens. Ce traité, qui devait durer 10 ans, est prolongé jusqu'en 1866. Durant la Guerre de Sécession (1861-1865), la Grande-Bretagne avait favorisé les États sudistes, et le gouvernement américain, mécontent de cette alliance, mit fin au *Traité de réciprocité*. Dans ce contexte, la Confédération canadienne pouvait être l'occasion de constituer un marché canadien. C'est ainsi que des considérations économiques renforcèrent les arguments politiques en faveur de la Confédération.

Les canaux et les chemins de fer du Canada-Uni vers 1860



Les causes militaires

Une troisième série de facteurs jouent en faveur du projet de Confédération canadienne. Les colonies britanniques se sentent menacées par les États-Unis à cause des gestes qu'a posés le gouvernement britannique. Les États-Unis ont la conviction que l'Amérique du Nord leur appartiendra un jour à cause de ce qu'ils appellent leur *manifest destiny*. Ce qui accroît la crainte des colonies britanniques, c'est la présence en territoire américain d'un grand nombre d'Irlandais catholiques organisés en milice paramilitaire, les Fénians. Ils paradedent dans certaines villes frontalières, brandissant la menace d'une invasion des colonies britanniques. Leur plan est de forcer la Grande-Bretagne à reconnaître l'indépendance de l'Irlande en échange du retour des colonies britanniques. Dans cette perspective expansionniste, les Américains achètent le territoire de l'Alaska aux Russes en 1867. On craint l'expansionnisme américain, surtout dans l'Ouest. Le développement de l'Ouest devient alors un des grands objectifs de la future Confédération canadienne.

Malgré deux rébellions métisses dirigées par Louis Riel (1869-1870 et 1885), on construit une voie ferroviaire pour traverser le continent. Ainsi, le Canadien Pacifique (ou Pacifique canadien), promis à la Colombie-Britannique en 1871, est finalement construit entre 1881 et 1885.

Les considérations militaires se conjuguent avec les arguments politiques et économiques pour appeler la mise en place de la Confédération canadienne.

Le régime britannique : bilan

- La colonisation du Canada résulte de deux activités économiques : le commerce des fourrures (l'Assomption, Penetanguishene, La Passe) et l'industrie du bois (notamment dans la vallée de l'Outaouais). La population d'origine française, dans le Haut-Canada, passe de 2 000 (l'Assomption) en 1800 à 33 287 en 1861.
- Le centre de gravité se déplace d'Essex-Kent vers l'est où se multiplient les noyaux de peuplement gravitant autour d'Ottawa.
- La colonie où vivent Canadiennes et Canadiens passe d'un état de dépendance politique à un régime d'autonomie. On peut suivre cette évolution du régime politique de l'*Acte de Québec* à l'*Acte d'Union*, en passant par l'*Acte constitutionnel*.
- La naissance des premières institutions d'enseignement en français est essentiellement le fruit des communautés religieuses qui s'installent dans ce qui deviendra l'Ontario.
- L'importance de l'Église se manifeste par la mise en place de missions et de paroisses, et par un important travail éducatif et social.
- L'identité « canadienne » se définit par l'existence d'une communauté de langue française et catholique, insérée dans un empire britannique et protestant.

Questions

1. La *Proclamation royale* de 1763 comportait de sérieuses atteintes aux droits des Canadiennes et des Canadiens, surtout sur le plan religieux. Mais, à compter de 1770, l'agitation dans les colonies américaines préoccupe la Grande-Bretagne qui passe alors une loi favorisant davantage les Canadiennes et les Canadiens. Établis un lien entre l'*Acte de Québec* de 1774 et le mouvement d'indépendance américaine de 1776.
2. Représente, à l'aide de graphiques, l'évolution démographique de la population ontarienne de 1842 à 1861. Joins aux graphiques des commentaires appropriés (p. ex., l'apport de l'immigration au fil des ans, la modification du profil ethnique, la présence francophone, les conséquences politiques et économiques touchant les divers secteurs de la population).
3. Évalue la mesure dans laquelle l'industrie forestière, au XIX^e siècle, a encouragé ou freiné les efforts de colonisation dans l'Outaouais et dans la région du sud-ouest.
4. En équipe et à l'aide d'un moteur de recherche, choisis une chanson (autre que *Cadieux*) que chantaient les voyageurs et fais-en une illustration à l'aide du logiciel *Corel Draw* ou d'un autre logiciel de dessin. Présente ton illustration au groupe-classe.
5. Fais une recherche portant sur les conditions de vie, le travail et le salaire des cageux et des draveurs, et consigne ces renseignements dans un tableau.
6. En partant du tableau *Fondation de certaines paroisses entre 1767 et 1867*, choisis deux villes ou villages et, à l'aide d'une recherche, prépare pour chacune ou chacun une rubrique « villes et villages », dans laquelle tu donnes un ou des renseignements intéressants à leur sujet.
7. En équipe, crée un montage audiovisuel illustrant la vie des voyageurs ou des bûcherons de l'époque, et présente-le au groupe-classe.
8. En équipe, effectue une recherche dans le but de préparer un court documentaire portant sur Jos Montferrand, l'homme, et sur Jos Montferrand, la légende. Présente ton documentaire au groupe-classe.
9. En 1812, la guerre éclate entre la Grande-Bretagne et les 13 colonies américaines. Ces dernières en profitent pour attaquer le Canada, de sorte que les Canadiens vont s'impliquer dans ce conflit. Imagine que tu es journaliste à la télévision éducative et que, dans le contexte d'une émission au sujet de cette guerre, tu as la responsabilité de rapporter l'événement de la capture du bateau américain Cuyahoga par Frédéric Rolette. Prépare un reportage dans lequel tu répondras aux questions suivantes : Où? Qui? Quoi? Quand? Comment? Pourquoi? Pour t'aider à répondre à ces questions, consulte le site Internet suivant : www.galafilm.com/1812/f/events/cuyahoga.html.
10. Vers 1820, les Canadiens contrôlaient le commerce du bois dans la région de l'Outaouais. La compétition était forte avec les Irlandais qui tentaient de les déloger. Imagine que tu es l'éditorialiste d'un journal canadien au moment où la crise bat son plein. Effectue une recherche au sujet du conflit entre les « Shiners » et les « Konocks », comme on appelait les Irlandais et les Canadiens, et rédige un éditorial où tu prendras position sur le sujet. Utilise des arguments qui montrent une compréhension de la source du problème ainsi que des enjeux touchant les deux parties. Suggère des éléments de solution au conflit.

Pour en savoir plus...



ALMAZAN, Vincent. *Français et Canadiens dans la région du Détroit aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1979, 67 p.

BÉLAND, Madeleine. *Chansons de voyageurs, coureurs des bois et forestiers*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1982, 432 p.

- CHOQUETTE, Robert. *L'Église catholique dans l'Ontario français du dix-neuvième siècle*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1984, 365 p.
- CHOQUETTE, Robert. *L'Ontario français, historique*, Montréal, Éditions Études vivantes, 1980, 272 p.
- COUTURIER, Jacques Paul. *Un passé composé : le Canada de 1850 à nos jours*, Moncton, Éditions d'Acadie, 2000, 419 p.
- DE LA RIVA, Paul. « Les Canadiens français et le travail minier dans la région de Sudbury, 1886-1912 », dans *Revue du Nouvel-Ontario : Les ouvriers mineurs de la région de Sudbury, 1886-1930*, n° 17, Sudbury, Éditions Prise de parole, 1995, p. 29 à 47.
- DIONNE, René. *Anthologie de la littérature franco-ontarienne des origines à nos jours*, tome I, Sudbury, Éditions Prise de parole, 1997, 592 p.
- DUMOUCHEL, Madeleine. *Pionniers français du sud-ouest de l'Ontario*, Toronto, Conseil des affaires franco-ontariennes, 1979, 90 p.
- GERVAIS, Gaétan. « L'Ontario français, 1821-1910 », dans *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 49-124.
- GRIMARD, Jacques, et Gaétan VALLIÈRES. *Travailleurs et gens d'affaires canadiens-français en Ontario*, coll. L'Ontario français, Montréal, Éditions Études vivantes, 1986, 231 p.
- GRIMARD, Jacques, et Gaétan VALLIÈRES. *Explorations et enracinements français en Ontario, 1610-1978*, Toronto, ministère de l'Éducation, 1981, 160 p.
- JAENEN, Cornelius J. « L'ancien régime aux Pays-d'en-Haut, 1611-1821 », dans *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 9-46.
- LAFORGE, Denis. « L'industrie forestière dans le nord-est avant 1900 », dans *Aspects du Nouvel-Ontario au XIX^e siècle*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1981, p. 1-16.
- LAMOUREUX, Georgette. *Bytown et ses pionniers canadiens-français, 1826-1855*, tome I, Ottawa, édité par l'auteure, 1978, 364 p.
- LAMOUREUX, Georgette. *Ottawa 1855-1876 et sa population canadienne-française*, tome II, Ottawa, édité par l'auteure, 1980, 294 p.
- LAMIRANDE, Émilien. *Élisabeth Bruyère, 1818-1876, fondatrice des Sœurs de la Charité d'Ottawa (Sœurs Grises)*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1992, 802 p.
- LEVASSEUR, J. L. Gilles, Jean Yves PELLETIER et Paul-François SYLVESTRE. *Nos entrepreneurs*, Vanier, Éditions L'Interligne/Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 1996, 128 p.
- MARCHAND, Micheline. *Les voyageurs et la colonisation de Penetanguishene (1825-1871)*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1989, 126 p.
- QUELLET, Fernand. « Francophones et Franco-Ontariens dans l'univers agricole canadien 1851-1911 : perspectives », dans *Cahiers Charlevoix*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 1995, p. 291-360.
- PRÉVOST, Michel. « L'Université d'Ottawa : plus de cent cinquante ans d'histoire », dans *Construire une capitale – Ottawa*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2001, p. 185-210.
- SYLVESTRE, Paul-François. *Les évêques franco-ontariens, 1833-1986*, Hull, Éditions Asticou, 1986, 142 p.
- Trois siècles de vie française au pays de Cadillac*, Windsor, Éditions Sivori, 2002, 283 p.

CHAPITRE 4

LES « CANADIENS FRANÇAIS » AU DÉBUT DE LA CONFÉDÉRATION 1867-1910



Durant la période de 1867 à 1910, les hommes politiques canadiens ont le souci constant de renforcer le nouveau régime fédéral canadien et de favoriser son épanouissement économique.

À cette époque, ce sont les divisions internes qui menacent l'unité du pays, notamment le clivage qui sépare les Canadiens français et les Canadiens anglais. En Ontario, les contacts entre les deux communautés linguistiques se multiplient au fur et à mesure que grandissent les zones de peuplement canadiennes françaises. L'augmentation de la population canadienne-française, d'ailleurs, en inquiète plusieurs. Les frictions se produisent souvent dans le domaine de l'éducation, terrain où s'affrontent les deux façons de voir l'avenir des Canadiens français, soit l'assimilation ou l'accession à un statut d'égalité. L'ensemble des Canadiens français, malgré les obstacles, s'organise peu à peu pour créer une société canadienne-française en Ontario.

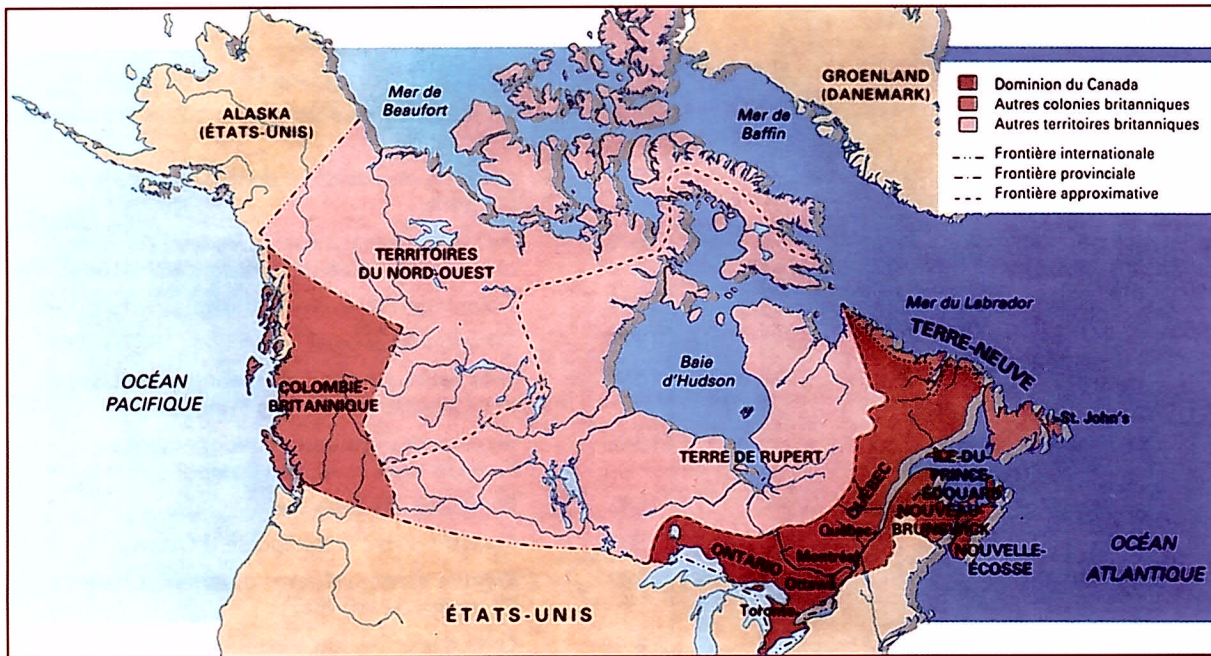
DE L'AUTONOMIE À L'AFFIRMATION



Dates repères

- 1867 Confédération canadienne
- 1871 *Loi scolaire de l'Ontario*
- 1871 Conflit scolaire au Nouveau-Brunswick
- 1874 Adoption de l'unilinguisme anglais à l'Université d'Ottawa
- 1876 Création du ministère de l'Éducation de l'Ontario
- 1876 Parution du magazine *Le Foyer domestique/Album des familles* (1876-1884)
- 1877 Convention littéraire à Ottawa
- 1879 Création du journal *Le Canada* (1879-1896)
- 1883 Fête nationale des Canadiennes françaises et des Canadiens français à Windsor
- 1885 Règlement imposant l'enseignement de l'anglais dans toutes les écoles
- 1885 Pendaison de Louis Riel
- 1886 Fondation de l'archidiocèse d'Ottawa.
- 1887 Premier sénateur franco-ontarien : Charles E. Casgrain, de Windsor
- 1890 Crise des écoles du Manitoba (1890-1897)
- 1890 Obligation d'enseigner en anglais dans les écoles de l'Ontario
- 1890 Fondation du diocèse d'Alexandria
- 1894 Création du journal *Le Temps* (1894-1916)
- 1896 Premier premier ministre canadien-français : Wilfrid Laurier
- 1898 Fondation du diocèse de Pembroke
- 1901 Retour au-bilinguisme à l'Université d'Ottawa
- 1904 Fondation du diocèse de Sault-Sainte-Marie
- 1908 Établissement du vicariat apostolique du Témiscamingue
- 1909 Premier rapport de F. W. Merchant
- 1910 Congrès de fondation de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO)

Le Canada en 1867, après l'Acte de l'Amérique du Nord britannique



Durant la période de 1867 à 1910, les hommes politiques canadiens ont le souci constant de renforcer le nouveau régime fédéral canadien et de favoriser son épanouissement économique.

À cette époque, ce sont les divisions internes qui menacent l'unité du pays, notamment le clivage qui sépare les Canadiens français et les Canadiens anglais. En Ontario, les contacts entre les deux communautés linguistiques se multiplient au fur et à mesure que grandissent les zones de peuplement canadiennes-françaises. L'augmentation de la population canadienne-française, d'ailleurs, en inquiète plusieurs. Les frictions se produisent souvent dans le domaine de l'éducation, terrain où s'affrontent les deux façons de voir l'avenir des Canadiens français, soit l'assimilation ou l'accession à un statut d'égalité. L'ensemble des Canadiens français, malgré les obstacles, s'organise peu à peu pour créer une société canadienne-française en Ontario.

Le présent chapitre porte sur les sujets suivants : le Canada français, la colonisation et le peuplement, la question scolaire, la société canadienne-française de l'Ontario et le congrès de 1910.

DE L'AUTONOMIE À L'AFFIRMATION

Dates repères

1867	Confédération canadienne
1871	<i>Loi scolaire de l'Ontario</i>
1871	Conflit scolaire au Nouveau-Brunswick
1874	Adoption de l'unilinguisme anglais à l'Université d'Ottawa
1876	Création du ministère de l'Éducation de l'Ontario
1876	Parution du magazine <i>Le Foyer domestique/Album des familles</i> (1876-1884)
1877	Convention littéraire à Ottawa
1879	Création du journal <i>Le Canada</i> (1879-1896)
1883	Fête nationale des Canadiennes françaises et des Canadiens français à Windsor
1885	Règlement imposant l'enseignement de l'anglais dans toutes les écoles
1885	Pendaison de Louis Riel
1886	Fondation de l'archidiocèse d'Ottawa
1887	Premier sénateur franco-ontarien : Charles E. Casgrain, de Windsor
1890	Crise des écoles du Manitoba (1890-1897)

Instaurée en 1867, la Confédération canadienne rassemblera plus tard sous un seul gouvernement toutes les possessions britanniques en Amérique du Nord. Les premières mesures du nouveau régime visent à consolider sa base territoriale. L'achat des territoires de la Compagnie de la Baie d'Hudson s'effectue dès 1869. La Colombie-Britannique adhère à la Confédération en 1871 et l'Île-du-Prince-Édouard en 1873. En divisant ses Territoires du Nord-Ouest, le Parlement canadien crée la province bilingue du Manitoba (1870) ainsi que les provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta (1905).

Grâce à cette consolidation politique, les populations d'origine française, séparées les unes des autres depuis un siècle et éparpillées dans les différentes colonies britanniques (Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et ailleurs), se retrouvent dans un même pays, le Canada. En Ontario, les noyaux de peuplement canadiens-français, comme ceux d'Essex-Kent, de la Huronie (la baie Georgienne) ou de l'Est ontarien, peuvent davantage sortir de leur isolement culturel, en établissant des liens avec les autres parties du Canada français. Ces liens se nouent par l'entremise des associations, des institutions communes ou des liens de parenté. Ces relations favorisent la solidarité pancanadienne entre la province francophone de Québec et les minorités des provinces anglophones. Ce réseau dépend largement du clergé.

Après 1867, année de la Confédération, les Canadiens anglais se nomment, eux aussi, de plus en plus souvent *Canadiens*. De son côté, la population d'origine française se définit, de plus en plus, comme des Canadiennes françaises et des Canadiens français. L'historien Benjamin Sulte (1841-1923), qui vit à Ottawa depuis 1866, explique cette transformation. Dans son *Histoire des Canadiens-Français, 1608-1880* en huit volumes (Montréal, 1882-1884), il écrit : « Le mot composé Canadien-Français date de la présente génération [...]. Pour nous désigner maintenant et ne pas nous confondre avec ceux qui parlent l'anglais, de préférence, on dit Canadiens-Français - *French-Canadians*. » Ceux-ci appartiennent à divers groupes de langue française répartis dans tout le Canada. Les appellations particulières telles que *Acadiens*, *Québécois* et *Franco-Ontariens* apparaîtront plus tard.



Benjamin Sulte.

Le programme confédéral

Durant la période 1867-1910, le Canada conserve son statut de colonie britannique. Il jouit d'une indépendance totale dans ses affaires internes, mais les questions externes relèvent encore de la mère patrie, la Grande-Bretagne. D'ailleurs, l'économie du Canada reste fortement liée à l'empire britannique, cette relation étant avantageuse, puisque la Grande-Bretagne a longtemps été la première puissance économique au monde. Toutefois, l'économie canadienne s'intègre de plus en plus à celle des États-Unis.

La Confédération, instaurée en 1867, comprend deux volets : un programme politique pour réunir sous un seul gouvernement canadien toutes les colonies britanniques de l'Amérique du Nord et un programme économique pour créer un marché commun canadien grâce à la construction d'un chemin de fer transcontinental. Le défi est grand, car il faut à la fois renforcer économiquement et politiquement le nouveau régime canadien, et trouver les accommodements nécessaires à la réconciliation des intérêts divergents (p. ex., ceux des provinces ou des minorités linguistiques).

John A. Macdonald, un des Pères de la Confédération et habile politicien d'allégeance conservatrice, est premier ministre du Canada de 1867 à 1873 et de 1878 à 1891. Il met en place le programme économique. Trois grandes réalisations illustrent sa détermination : la construction d'un chemin de fer transcontinental, l'établissement d'un régime de tarifs protecteurs abritant les industries canadiennes naissantes et l'adoption d'une politique de peuplement de l'Ouest. Cette région, croit-on, possède d'énormes richesses et pourrait accueillir beaucoup d'immigrantes et d'immigrants. Au début du xx^e siècle, le Canada connaît une période de grande prospérité sous le régime libéral de Wilfrid Laurier (1896-1911). L'exportation du blé de l'Ouest, la construction de deux autres chemins de fer transcontinentaux, l'industrialisation et une forte immigration caractérisent ces années.

L'Ontario bénéficie de cette période de croissance économique en s'industrialisant, surtout dans la région centrale, c'est-à-dire Toronto et ses environs. Peu de Canadiennes françaises et de Canadiens français vivent dans ces régions industrialisées. Durant la deuxième moitié du xix^e siècle, l'Ontario remporte un succès économique exemplaire. Cette réussite se manifeste dans la mise sur pied d'une agriculture de marché, dans le développement urbain et dans l'expansion industrielle. Cette dernière est responsable de plus de la moitié de la production industrielle du pays en 1900. L'agriculture en Ontario, entre 1891 et 1911, bénéficie aussi d'une période d'expansion économique. La croissance industrielle et urbaine augmente la demande de produits agricoles et fait monter les prix.

La colonisation est un succès dans la mesure où le colon se transforme en agriculteur. Il se spécialise en vue de pouvoir vendre sa production. Dans Essex et Kent, la spécialisation commence à la fin du xix^e siècle, alors que les chemins de fer traversent la région, que les terres sont presque toutes occupées et que le drainage des sols expose de bonnes

1890	Obligation d'enseigner en anglais dans les écoles de l'Ontario
1890	Fondation du diocèse d'Alexandria
1894	Création du journal <i>Le Temps</i> (1894-1916)
1896	Premier ministre canadien-français : Wilfrid Laurier
1898	Fondation du diocèse de Pembroke
1901	Retour au bilinguisme à l'Université d'Ottawa
1904	Fondation du diocèse de Sault-Sainte-Marie
1908	Établissement du vicariat apostolique du Témiscamingue
1909	Premier rapport de F. W. Merchant
1910	Congrès de fondation de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO)

terres propices à la culture. Une évolution semblable se produit dans les deux autres régions de colonisation canadienne-française. Dans l'Est, l'agriculture se spécialise dans la production laitière (la fabrication du beurre et du fromage), comme ce sera le cas plus tard au Nipissing, dans la région de Verner, et au Témiscamingue, dans les environs d'Earlton et de New Liskeard.

L'immigration demeure une question importante pour le Canada qui accueille un grand nombre d'immigrantes et d'immigrants. Mais il existe aussi des migrations internes entre les régions. Ces personnes s'établissent parfois sur des terres, comme le souhaitent les gouvernements, mais la plupart d'entre elles préfèrent s'installer dans les centres urbains. Elles y cherchent un travail, mais nombre d'entre elles rejoignent un prolétariat appauvri.

En 1871, l'Ontario compte 1 620 851 habitantes et habitants, tandis que la population atteint le nombre de 2 523 274 en 1911.

Le Canada français

Au début, les Canadiennes françaises et les Canadiens français vivant en Ontario considèrent qu'elles et ils font partie de la communauté culturelle appelée « Canada français ». On peut donc dire que l'« Ontario français » est la partie ontarienne du « Canada français ». Pour comprendre l'identité de cette population de langue française en Ontario, il faut décrire ce qu'est le Canada français ainsi que les idées qui y circulent, les personnes qui le dirigent, les traits qui le caractérisent et les revendications qui le poussent à agir.

Durant le siècle suivant la Confédération de 1867, on appelle « Canada français » la communauté que forme l'ensemble des personnes vivant au Canada, qui communiquent normalement en français et qui prennent part à la culture française. Ces personnes descendent presque toutes des Françaises et des Français venus à l'époque de la Nouvelle-France. Ce groupe se définit tantôt comme une *ethnie*, tantôt comme une *société*, tantôt comme un *peuple*, tantôt comme un *peuple fondateur*, mais le plus souvent comme une *nation*. La nation, pour certaines personnes, est une communauté ayant une histoire, des traditions, une langue, une culture, un sentiment d'appartenance et une origine commune et, pour les autres, elle est une communauté de citoyennes et de citoyens égaux, désireux de vivre ensemble. Au Canada, c'est la première définition qui l'emporte.

Prenons un exemple qui montre clairement ce qu'est le Canada français. En 1883, à Windsor, la Société Saint-Jean-Baptiste du comté d'Essex organise de grandes célébrations en vue de fêter la Saint-Jean. Ce rassemblement patriotique attire de nombreuses personnalités en vue. Des ministres du gouvernement fédéral, notamment Hector Langevin, se rendent à cette « convention » pour discuter de la situation des Canadiens français. Parmi les invités de marque se trouve Thomas-Chase Casgrain, professeur à l'Université Laval, mais originaire de Windsor. Les nombreuses allocutions abordent divers sujets patriotiques. Dans son discours, Casgrain énumère les caractéristiques qui définissent le Canada français. Au cours des années 1950, on répétera encore ses propos.



Hector Langevin.